



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA PÊCHE

<p>Direction Générale de l'Alimentation</p> <p>Sous-direction de la Santé et de la Protection Animale</p> <p>Bureau de l'identification et du contrôle des mouvements des animaux Suivi par : Davy LIGER Tél : 01 49 55 58 07 e-mail : davy.liger@agriculture.gouv.fr</p> <p>Suivi par : Sandra. LEFOUILLE Tél : 01 49 55 84 29 e-mail : sandra.lefouille@agriculture.gouv.fr</p> <p>Sous-direction de la réglementation, de la recherche et de la coordination des contrôles Bureau de la qualité et de la coordination des contrôles Suivi par : Laurent BAZIN Tél : 01 49 55 44 38 e-mail : laurent.bazin@agriculture.gouv.fr Réf. interne : BICMA / CLB/ Réf. Classement</p>	<p>Direction Générale des Politiques Economique, Européenne et Internationale</p> <p>Service de la Production et des Marchés</p> <p>Bureau des Soutiens Directs Conditionnalité : Suivi par : Sylvie Ribault Tél : 01 49 55 80 77 e-mail : sylvie.ribault@agriculture.gouv.fr</p> <p>Eligibilité des aides bovines et ovines Suivi par Colette BOURJOUX Tél : 01 49 55 47 44 / 01 49 55 59 37 e-mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr</p>
<p>CIRCULAIRE DGAL/SDSPA/SDRRCC/C2008-8002 DGPEI/SPM/C2008-4012 Date: 27 février 2008</p>	

Agence Unique de Paiement

Service contrôles

Département contrôles en exploitation

Suivi par Marie VERNAY

Tél. : 01 73 30 20 57

e-mail : marie.vernay@aup-agri.fr


Service des aides directes

Département des aides animales

Suivi par Vanessa Fouratier

Tél. : 01 73 30 20 53

e-mail : vanessa.fouratier@aup-agri.fr

Date de mise en application :	immédiate
 Nombre d'annexes : 4	
Degré de confidentialité	Usage interne

Objet : modalités de sélection des exploitations pour les contrôles réalisés au titre de la « santé – productions animales » et de la « protection animale » dans le cadre de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides. Articulation des contrôles conditionnalité au titre de la « santé-productions animales » avec les contrôles relatifs à l'identification et à l'éligibilité aux primes animales

Mots-clefs : IDENTIFICATION, BOVINS, OVINS-CAPRINS, CONDITIONNALITE, AIDES ANIMALES, CONTROLE

DESTINATAIRES	
Pour exécution :	Pour information :
<ul style="list-style-type: none"> - Mesdames et Messieurs les Préfets - Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt - Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux des Services vétérinaires - Messieurs les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt - Mesdames et Messieurs les Directeurs des Services vétérinaires 	<ul style="list-style-type: none"> - CGAAER - IGIR - IG VIR - Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt - Brigade Nationale d'Enquêtes Vétérinaires et Phytosanitaires - CERIT (Toulouse) - AFSSA - Ecole Nationale des Services Vétérinaires - Ecoles Nationales Vétérinaires - INFOMA - ONIEP - ODEADOM

INTRODUCTION :

Cette note a pour objet de préciser :

- les modalités de sélection des exploitations à contrôler par les DDSV au titre de la **conditionnalité**, pour le domaine « Santé publique, santé des animaux et des végétaux » et pour le domaine « Protection animale » ;
- les modalités de sélection des exploitations à contrôler par les DDAF/DDEA au titre de **l'éligibilité** aux primes ovines et bovines.

Les nouveautés apparaissent en grisé.

Pour le domaine « Santé publique, santé des animaux et des végétaux », une exploitation sélectionnée n'a pas à être contrôlée sur l'ensemble des textes constituant ce domaine.

* Si l'exploitation est sélectionnée par la DRAF/SRPV, elle sera contrôlée uniquement sur les textes relevant de ce corps de contrôle, à savoir l'utilisation des produits phytosanitaires et le

paquet hygiène relatif aux productions végétales primaires. Ces deux textes constituent le domaine « santé-productions végétales » du domaine « Santé publique, santé des animaux et des végétaux » ;

* Si l'exploitation est sélectionnée par la DDSV, elle sera contrôlée sur les textes relevant de la responsabilité de ce corps contrôle et qui constituent deux domaines distincts de la conditionnalité (« santé-productions animales » et « protection animale »).

Les exploitations sélectionnées par la DDSV seront contrôlées :

- Soit au titre des aspects relatifs à la « Santé-Productions animales » : identification des bovins, des ovins et caprins et des porcins, notification des maladies, utilisation de substances interdites, lutte contre les EST, paquet hygiène relatif aux productions primaires animales.
- Soit au titre du domaine « protection animale » : protection des animaux dans les élevages, normes minimales relatives à la protection des veaux, normes minimales relatives à la protection des porcs. Les contrôles auront lieu dans la limite des taux de contrôle propres à chaque texte.

La présente note qui rappelle les grands principes de sélection des exploitations, se divise en deux parties :

- I) santé –production animale qui précise également l'articulation des contrôles conditionnalité avec les contrôles au titre des règlements spécifiques « Identification » pour les bovins et ovins-caprins ainsi que ceux au titre de l'éligibilité aux primes animales ;
- II) protection animale

Son annexe 1 concerne les DDSV et présente la méthode de sélection étape par étape, étayée par des exemples chiffrés, ainsi que les éléments relatifs à l'analyse de risque pour l'aspect « santé-productions animales ».

Son annexe 2 concerne l'aspect « protection animale ».

Son annexe 3 présente une synthèse des étapes conduisant à la sélection par la DDSV pour le champ « santé-production animale ».

Son annexe 4 présente la méthode de sélection des exploitations au titre des exploitations bovines et ovines par la DDAF/DDEA.

NOTA :

Pour les Départements d'Outre-Mer, à la lecture de la présente note, il devra être substitué à « DDAF/DDEA » et « DDSV », respectivement, « DAF » (*Direction de l'Agriculture et de la forêt*) et « DSV » (*Direction des services vétérinaires*).

De même, lorsqu'il est fait référence à la dénomination des primes animales, il faut lire « ADMCA » (*Aide au développement et au maintien du cheptel allaitant*) en lieu et place de « PMTVA » et « PPR » (*Prime aux petits ruminants*) en lieu et place de « PB »

Sommaire

I. LES EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DRAF/SRPV	6
II. LES EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DDSV	6
I ARTICULATION AVEC LES CONTROLES AU TITRE DE L'ELIGIBILITE : LES EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DDAF/DDEA AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES.....	7
II LES DIFFERENTS ECHANTILLONS (ASSIETTE ET TAUX DE CONTROLE)	9
A. L'ASSIETTE.....	9
B. LES ECHANTILLONS	9
1. <i>Au sein du domaine « santé-productions animales », il faut distinguer trois échantillons :</i>	9
2. <i>Échantillons à sélectionner au titre des primes animales</i>	10
III. BASE DE SELECTION DES EXPLOITATIONS.....	12
A. CONTROLES « CONDITIONNALITE » DU DOMAINE «PRODUCTIONS ANIMALES » : IDENTIFICATION DES PORCINS, BOVINS, OVINS ET CAPRINS, PAQUET HYGIENE, NOTIFICATION DES MALADIES, EST, SUBSTANCES INTERDITES	13
1. <i>Sous-échantillon « Substances interdites » :</i>	13
2. <i>Base de sélection pour l'échantillon « autres mesures santé » :</i>	13
B. BASE DE SELECTION POUR L'ECHANTILLON « CONDITIONNALITE ET IDENTIFICATION DES PETITS RUMINANTS » ET PRIME A LA BREBIS	13
C. BASE DE SELECTION POUR L'ECHANTILLON « CONDITIONNALITE ET IDENTIFICATION BOVINE » ET PRIME BOVINE	14
IV. ORDRE DE SELECTION DES ECHANTILLONS.....	15
A. CONTROLES « AUTRES MESURES SANTE »	16
B. CONTROLES CONDITIONNALITE ET IDENTIFICATION DES BOVINS ET DES OVINS/CAPRINS	16
C. SELECTION DES EXPLOITATIONS AU TITRE DE L'ELIGIBILITE	16
I L'ASSIETTE ET LE TAUX DE CONTROLE	17
II LA SELECTION DE L'ECHANTILLON.....	17
ANNEXE 1. METHODE DE SELECTION PAR LES DDSV DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DU SOUS DOMAINE « PRODUCTIONS ANIMALES ».....	20
A. SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'UTILISATION DE «SUBSTANCES INTERDITES»	21
B. SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DES « AUTRES MESURES SANTE » (HORS SUBSTANCES INTERDITES).....	23
C. SELECTION DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'IDENTIFICATION OVINE ET CAPRINE. ARTICULATION AVEC L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES	25
D. SELECTION DE L'ECHANTILLON « IDENTIFICATION DES BOVINS ». ARTICULATION AVEC L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES	28
ANNEXE 2. RECAPITULATIF DES MODALITES DE SELECTION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNALITE DES AIDES / DE L'IDENTIFICATION ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES	30
ANNEXE 3. FACTEURS DE RISQUE DEVANT ETRE UTILISES POUR L'ANALYSE DE RISQUE POUR LE CHAMP « SANTE PRODUCTION ANIMALE ».....	31

E.	FACTEURS DE RISQUE GENERAUX	31
F.	FACTEURS DE RISQUE SPECIFIQUES AUX BOVINS	31
G.	FACTEURS DE RISQUE SPECIFIQUES AUX OVINS	32
V.	ANNEXE 3 BIS. FACTEURS DE RISQUE DEVANT ETRE UTILISES POUR L'ANALYSE DE RISQUE POUR LE CHAMP « PROTECTION ANIMALE »	33
	ANNEXE 4 : SELECTION DES EXPLOITATIONS PAR LA DDAF/DDEA AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES OVINES ET BOVINES	34
I-	SELECTION PAR LA DDAF/DDEA DES EXPLOITATIONS DETENTEURS D'OVINS CONTROLEES UNIQUEMENT AU TITRE DE L'ELIGIBILITE PB	34
II -	SELECTION PAR LA DDAF/DDEA DE 50 % DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES BOVINES/IDENTIFICATION BOVINE	37

CORPS DE CONTROLE COMPETENTS

Pour le domaine « Santé publique, santé des animaux et des végétaux », chaque corps de contrôle réalise tous les contrôles relevant de sa seule compétence.

I. LES EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DRAF/SRPV

Elles sont contrôlées sur les textes relevant de la responsabilité des SRPV (domaine « santé-productions végétales » et domaine «santé publique, santé des animaux et des végétaux ») :

- utilisation des produits phytosanitaires,
- paquet hygiène relatif aux productions primaires végétales,
- exigences complémentaires propres aux mesures agro environnementales en matière d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

II. LES EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DDSV

Elles sont contrôlées sur les textes relevant de la responsabilité de ce corps de contrôle mais deux domaines sont identifiés. Seul l'un des deux est normalement contrôlé au titre de la conditionnalité lors du déplacement de l'inspecteur de la DDSV :

*** domaine « Santé-Productions animales » du domaine «santé publique, santé des animaux et des végétaux ») :**

- identification des bovins, des ovins et caprins et des porcins,
- notification des maladies,
- utilisation de substances interdites,
- lutte contre les EST
- paquet hygiène relatif aux productions primaires animales

OU

*** domaine « Protection Animale »**

- protection des animaux dans les élevages
- normes minimales relatives à la protection des veaux
- normes minimales relatives à la protection des porcs

PARTIE I : MODALITES DE SELECTION DES EXPLOITATIONS POUR LES CONTROLES REALISES AU TITRE DU DOMAINE « SANTE –PRODUCTION ANIMALE » ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

I ARTICULATION AVEC LES CONTROLES AU TITRE DE L'ELIGIBILITE : LES EXPLOITATIONS SELECTIONNEES PAR LA DDAF/DDEA AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

Des contrôles doivent être effectués en exploitation bovine et ovine au titre de l'éligibilité aux primes animales (PMTVA + PAB + PB). La DDAF/DDEA est le corps de contrôle compétent pour réaliser ces contrôles qui sont réalisés conjointement aux contrôles DDSV lors d'une visite unique.

Un exploitant peut donc être contrôlé à triple fin :

- Conditionnalité des aides
- Éligibilité aux primes
- Volet sanitaire (dont identification)

Afin d'optimiser les contrôles une sélection rigoureuse de l'échantillon à contrôler est nécessaire. L'objet de cette partie est d'expliquer comment permettre le meilleur recouvrement possible des différents échantillons.

Il faut noter que la DDSV a délégation de compétence pour réaliser les contrôles éligibilité. Les deux services de contrôles (DDAF-DDEA/DDSV) doivent définir pour le département les modalités d'organisation pratique de réalisation de ces contrôles (cellule unique de contrôle DDAF/DDEA et DDSV, déplacements conjoints) . Selon les principes définis par la circulaire du 14 février 2008 relative à la procédure opératoire pour le contrôle sur place en 2008 des exploitations bovines, ovines, caprines et porcines d'élevage:

- les contrôles en exploitations bovines doivent être réalisés à 50% par la DDAF/DDEA et à 50% par la DDSV.

- contrôles en exploitation ovine : les accords locaux définissent la répartition des contrôles à réaliser entre les deux services en fonction du nombre de contrôles à réaliser au titre d'une part de l'identification des ovins caprins et d'autre part des demandeurs de primes à la brebis.

Ces accords locaux font l'objet d'une formalisation.

En ce qui concerne la sélection, les exploitations sont sélectionnées par la DDSV et par la DDAF/DDEA.

Les exploitations bovines sélectionnées sont contrôlées au titre des primes bovines **et** de l'identification lors de la même visite.

Le contrôle conditionnalité programmé d'une exploitation par la DDAF/DDEA ou DDSV vient donc alimenter la sélection :

- de l'échantillon du domaine « Santé-Production animale », mesure identification bovine
- de l'échantillon primes bovines (si l'exploitation est demandeuse de prime)

Il est à noter que le même CRC est utilisé pour les contrôles éligibilité et conditionnalité

Les exploitations ovines sélectionnées au titre de l'identification sont obligatoirement contrôlées au titre de la prime ovine, lorsqu'une demande a été déposée, lors de la même visite (dans la limite des taux de contrôle de la prime à la brebis).

Le contrôle conditionnalité programmé d'une exploitation par la DDAF/DDEA ou DDSV vient donc alimenter la sélection :

- de l'échantillon du domaine « santé-production animale », mesure identification ovine,
- de l'échantillon prime ovine (si l'exploitation est demandeuse de prime).

Il est à noter que deux CRC différents sont à utiliser pour les contrôles éligibilité et conditionnalité.

Les chapitres suivants ainsi que l'annexe 1 expliquent les modalités de sélection de ces échantillons et l'ordre de leur sélection.

NB : depuis le 1er janvier 2008 et dans le cadre de l'expérimentation mise en place dans les régions : Auvergne, Bretagne, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur, la réalisation des contrôles éligibilité et identification des exploitations bovines, ovines et caprines est transférée aux directions régionale (DR) de l'AUP de ces régions, pour les 22 DDAF/DDEA et DDSV correspondantes. Seuls les contrôles identification, éligibilité et conditionnalité réalisés dans les exploitations sélectionnées au titre du domaine « Santé-Productions animales » relevant de la compétence de la DDSV restent entièrement de la responsabilité de la DDSV².

Les responsabilités de la DDAF (ou DDEA) et de la DDSV en amont (sélection des exploitations) et en aval (suites à donner) des contrôles sont inchangées. Les modalités des échanges entre DDAF/DDEA/DDSV et les DR AUP au titre de l'expérimentation feront l'objet d'une note spécifique.

² CF Note de service SG/SM/SDMS/N2007-1416; DGPEI/SPM/N2007-4012; DGAL/SDSPA/N2007-8284 : Organisation des contrôles sur place en exploitation portant sur l'identification des animaux, sur l'éligibilité aux aides animales, la conditionnalité ainsi que sur les quotas laitiers dans le cadre de l'expérimentation du regroupement des contrôles relatifs aux aides communautaires du 1er pilier (et certains autres contrôles) dans les directions régionales (DR) de l'Agence unique de paiement (AUP).

II LES DIFFERENTS ECHANTILLONS (ASSIETTE ET TAUX DE CONTROLE)

A. L'assiette

L'assiette est le nombre d'exploitations du département à prendre en compte pour calculer le nombre de contrôles à réaliser.

Au titre de la conditionnalité, le **nombre d'exploitations à contrôler** est de 1% des détenteurs d'animaux qui sont demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité au titre du 1^{er} pilier (= aides directes) et du 2^{eme} pilier (= ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements). Cependant, la législation applicable à l'identification bovine et l'identification ovine et caprine prévoit déjà des taux de contrôle spécifiques, supérieurs à 1%. Dans ce cadre, le nombre total d'exploitations à contrôler au titre de l'identification et de la conditionnalité est calculé sur la base de ces taux spécifiques.

L'assiette est évaluée en début de campagne sur la base de la situation de l'année précédente qui, le cas échéant, peut être réévaluée au fur et à mesure de l'avancement du dépôt des demandes d'aides pour la campagne 2008.

Sur le domaine « Santé-Productions animales », l'existence de taux réglementaires différents, l'articulation de différents types de contrôles (conditionnalité, éligibilité, identification) et les exigences de représentativité, nécessitent de constituer plusieurs échantillons.

B. Les échantillons

1. Au sein du domaine « santé-productions animales », il faut distinguer trois échantillons :

- Autres mesures santé (avec un sous-échantillon « substances interdites »),
- Identification des petits ruminants,
- Identification bovine.

En effet, au titre des règlements « conditionnalité », hors identification ovine et caprine et identification bovine : le nombre d'exploitations à contrôler est de 1% des demandeurs d'aides *soumises à la conditionnalité³ et détenteurs d'animaux* avec un sous-échantillon « substances interdites ». **Le taux de 1% est global, c'est-à-dire qu'il n'a pas à être obligatoirement respecté pour chaque espèce animale.**

Au titre du règlement « identification ovine et caprine » : le nombre d'exploitations à contrôler est de 3% des détenteurs de petits ruminants, demandeurs d'aides ou non, + 5% des animaux.

Au titre du règlement « identification bovine » : le nombre d'exploitations à contrôler est de 5% des détenteurs de bovins, demandeurs d'aides ou non.

³ Aides directes, dites du 1^{er} pilier, et certaines aides de développement rural (ICHN et MAE et aide au boisement des terres agricoles) dites du 2^{eme} pilier

2. Échantillons à sélectionner au titre des primes animales

Au titre du contrôle des primes bovines, la taille de l'échantillon à respecter est de :

- 5% des animaux déclarés à la PMTVA en période de détention obligatoire
- 5% des animaux déclarés à la PAB
- 5% de l'ensemble des exploitants ayant déposé au moins une demande d'aide bovine.

Attention : l'ensemble de ces taux de contrôle doit être respecté au cours d'une campagne. Par conséquent, il est possible que le contrôle de 5% des demandeurs d'aides soit insuffisant pour atteindre les taux de contrôle au titre du nombre d'animaux à contrôler.

Il est conseillé à la DDAF/ DDEA de se baser sur une sélection de 7% des demandeurs de prime pour atteindre l'ensemble des taux de contrôles réglementaires.

Attention ! Les départements auxquels il a été demandé d'augmenter significativement leurs taux de contrôles doivent appliquer les taux de contrôle qui leur ont été notifiés.

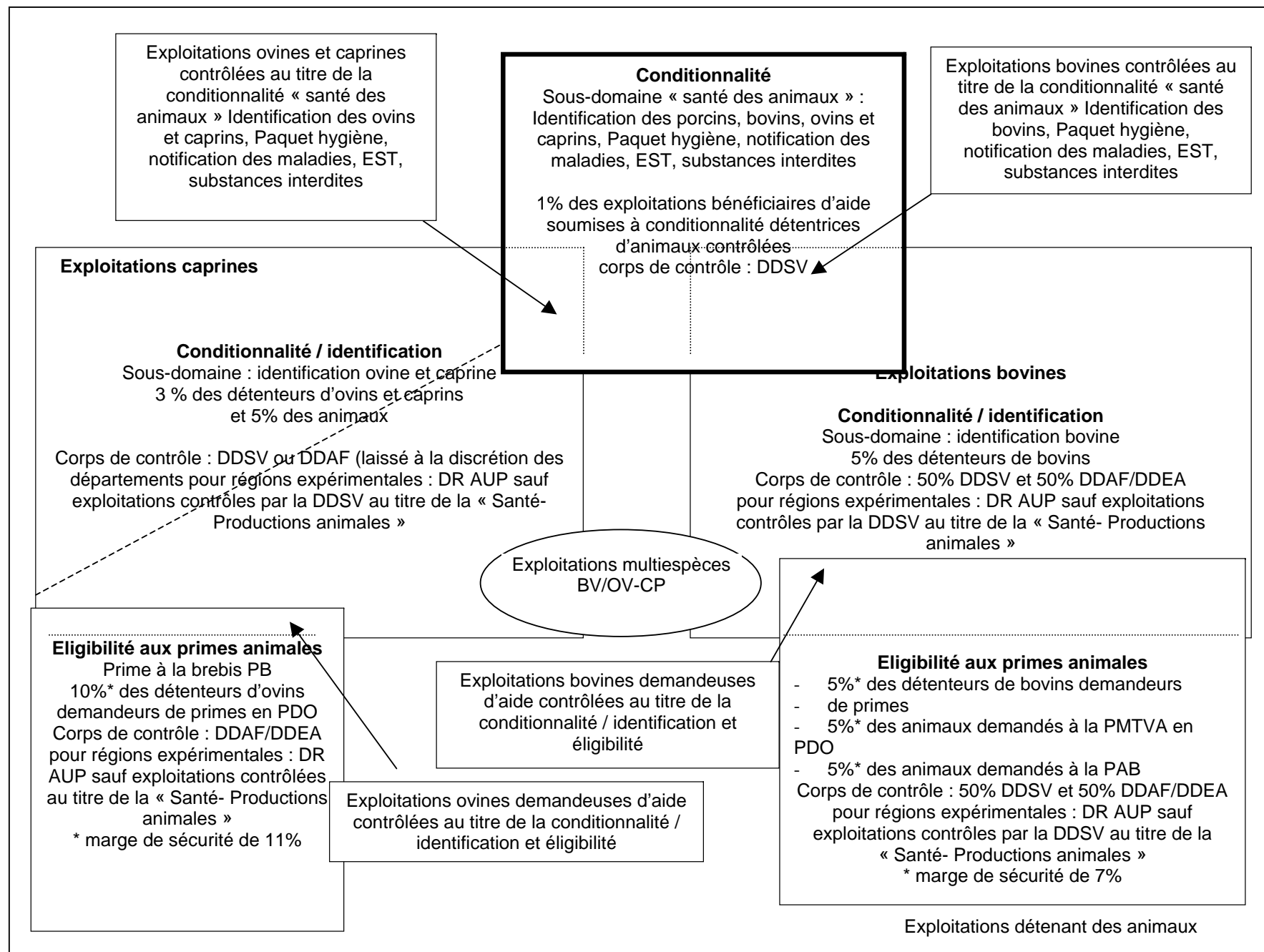
Au titre du contrôle de la prime à la brebis :

L'échantillon est de 10% des détenteurs d'ovins demandeurs d'aide à contrôler en période de détention obligatoire (du 1er février au 10 mai 2008). Les éventuels ajustements par rapport à la sélection de départ, pour atteindre ce taux de 10%, doivent être réalisés au cours de la période de détention précitée.

Il est conseillé à la DDAF/DDEA de se baser sur une sélection de 11% des demandeurs à mettre en contrôle afin de s'assurer une marge de manœuvre en cas d'ajustements nécessaires en cours de campagne.

Le schéma suivant représente les différents échantillons.

Schématisation des différents échantillons pour le contrôle du domaine « Santé-Productions animales » et de l'éligibilité aux primes



III. BASE DE SELECTION DES EXPLOITATIONS

La sélection conduit à identifier une liste nominative de détenteurs d'animaux à contrôler, en quantité fixée au point I précédent.

Cette sélection comprend en théorie deux catégories de détenteurs :

- les détenteurs bénéficiant d'aides directes (1^{er} pilier),
- les détenteurs bénéficiant d'aides du 2eme pilier

Elle peut toutefois être étendue à des détenteurs ne bénéficiant d'aucune aide

Il est à noter que pour les éleveurs, les bénéficiaires d'aides du second pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier. Le contrôle des bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier doit donc aboutir automatiquement au contrôle d'un nombre significatif de détenteurs d'aides 2eme pilier. Si le DDAF/DDEA confirme que telle est bien la situation dans son département, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler. Cette démarche évite ainsi un travail inutile de recoupement des listes.

Si la DDAF/DDEA considère qu'au sein du département, un nombre significatif de détenteurs d'animaux ne bénéficie que d'aides du second pilier, il sera alors nécessaire qu'un travail conjoint soit effectué avec la DDSV pour permettre une meilleure prise en compte de ce critère (liste nominative de ces exploitants à fournir) .

En ce qui concerne la sélection de détenteurs ne bénéficiant d'aucune aide, cette possibilité est offerte par l'article 45.3.a du règlement (CE) n° 796/2004 et revient à contrôler des exploitations en se privant du pouvoir de sanction lié à la conditionnalité (pas d'aide = pas d'aides à ré évaluer). Elle ne peut être appliquée que:

- si elle peut être justifiée (notamment au regard de l'analyse de risque)
- si elle **ne** conduit **pas** à **contrôler** au titre de la conditionnalité **plus de 25 % d'exploitations non demandeuses d'aide**.

Dans le domaine « Santé-Productions animales », cette démarche peut être notamment justifiée par les raisons suivantes :

- optimiser les contrôles en cherchant à atteindre le plus possible lors d'une même campagne d'inspection les objectifs fixés au titre de la conditionnalité, de l'éligibilité et de l'analyse de risque menées dans le domaine de l'identification;
- contrôler un échantillon représentatif des différents détenteurs d'animaux contrôlés,
- éviter une surcharge d'inspection des éleveurs.

La DDSV devra enregistrer le taux de contrôle réalisé dans des exploitations non demandeuses d'aides.

**A. Contrôles « conditionnalité » du domaine « productions animales » :
Identification des porcins, bovins, ovins et caprins, Paquet hygiène, notification
des maladies, EST, substances interdites**

1. Sous-échantillon « Substances interdites » :

Le taux de contrôle correspond au nombre d'échantillons à prélever défini par les notes de service relatives aux plans de surveillance et de contrôle suivantes :

- *Note de service DGAL/SDSPA/N2007-8297 du 06/12/2007 : Plan de contrôle des résidus chimiques dans les animaux de boucherie - 2008*

- *Note de service DGAL/SDSPA/N2007-8296 du 06/12/2007 : Plan de contrôle des résidus chimiques dans les volailles - 2008.*

Ainsi la non-utilisation de substances interdites ne sera contrôlée que sur une partie des exploitations sélectionnées dans l'échantillon « autres mesures santé ».

2. Base de sélection pour l'échantillon « autres mesures santé » :

Le choix des exploitations portera sur les détenteurs d'animaux, demandeurs d'aide ou non. Le nombre d'exploitations sélectionnées non demandeuses d'aides ne devra cependant pas excéder 25% du nombre total d'exploitations sélectionnées.

Remarque 1 : sur les exploitations sélectionnées, le contrôle au titre des règlements **identification et éligibilité** devra être réalisé **de façon systématique** dès lors que **des bovins et/ou des ovins sont présents**.

Remarque 2 : si plusieurs espèces sont présentes sur l'exploitation, elles doivent **toutes** être contrôlées au titre des textes « conditionnalité »

B. Base de sélection pour l'échantillon « Conditionnalité et Identification des petits ruminants » et prime à la brebis

3% des détenteurs d'ovins et de caprins (demandeurs d'aides ou non) et 5% des animaux doivent être contrôlés au cours de l'année civile 2008 au titre de l'identification ovine et caprine.

Par ailleurs, **10% des détenteurs d'ovins demandeurs de prime ovine** doivent être contrôlés au titre de l'éligibilité au cours de la période de détention obligatoire (PDO). Les détenteurs de caprins ne sont pas concernés étant donné le découplage de la prime à la chèvre.

NB : dans les DOM les détenteurs de caprins sont concernés par les contrôles de l'éligibilité à la PPR.

Les contrôles d'éligibilité aux primes ne portent que sur les brebis éligibles et seront systématiquement réalisés sur les élevages détenant des ovins contrôlés pour l'identification. Les exploitations ovines sélectionnées au titre de l'identification sont obligatoirement contrôlées au titre de la prime ovine, lorsqu'une demande a été déposée, lors de la même visite.

Contrairement aux bovins, selon les départements, le nombre de détenteurs d'ovins demandeurs d'aides animales peut être très différent du nombre de détenteurs d'ovins total (demandeurs et non demandeurs). Aussi, il convient de commencer par la sélection au titre de la conditionnalité / identification et de finir par la sélection au titre de l'éligibilité si besoin.

Par conséquent, **la sélection de l'échantillon « identification ovine et caprine » sera réalisée par la DDSV sur l'ensemble des détenteurs d'ovins et caprins, demandeurs d'aides ou non, en veillant à limiter le nombre de contrôles communs « identification ovine/éligibilité » à 2/3** du nombre total de contrôles « identification ovine-caprine » de façon à introduire dans l'échantillon « Conditionnalité » des exploitations ovines ne sollicitant pas d'aides et des exploitations caprines. En fonction de la structure du cheptel départemental « petits ruminants », cette proportion peut être augmentée sans pouvoir atteindre 100%.

Si le nombre d'élevages ovins devant être contrôlés au titre de l'éligibilité n'est pas atteint, la DDAF/DDEA devra sélectionner des détenteurs d'ovins demandeurs d'aides supplémentaires, ces détenteurs étant contrôlés uniquement au titre de l'éligibilité.

A cet égard, le dispositif conjoint de pilotage mis en place doit permettre de définir les modalités de contrôle de l'identification et des primes animales et les modalités d'échanges de données nécessaires pour le respect des exigences réglementaires en matière de contrôle, notamment :

- Le nombre de contrôles à réaliser (échanges très fréquents en début de campagne et pendant toute la période de détention obligatoire),
- Les exploitations sélectionnées en vue d'un contrôle sur place et les informations relatives aux demandes de primes,

C. Base de sélection pour l'échantillon « Conditionnalité et Identification bovine » et prime bovine

Les contrôles réalisés au titre des primes animales (PMTVA, PAB) sont réalisés conjointement aux contrôles « identification » lors d'une visite unique sur l'exploitation.

La sélection de l'échantillon « identification bovine » est réalisée pour 50% par la DDSV sur l'ensemble des éleveurs de bovins, demandeurs d'aides ou non et pour 50% par la DDAF/DDEA sur l'ensemble des éleveurs de bovins demandeurs de prime bovine. Le nombre d'exploitations à contrôler dans le département correspond au plus grand nombre entre 5% des détenteurs de bovines et 7%⁵ des demandeurs de primes.

Une exploitation sélectionnée au titre du domaine « santé-productions animales » et possédant des bovins sera automatiquement sélectionnée au titre de l'identification bovine et des primes bovines si elle en dépose. La DDSV transmet la liste des exploitations bovines sélectionnées au titre du domaine santé-production animale à la DDAF/DDEA qui complète la liste de la DDSV avec les 50% d'exploitations bovines restant à sélectionner.

⁵ Réglementairement, il est prévu un contrôle de 5% des détenteurs de bovins demandeurs de prime. La cible de 7% est déterminée pour prendre en compte une marge de sécurité permettant, dans tous les cas, d'aboutir à un contrôle effectif des 5% exigés par la réglementation

Le dispositif conjoint de pilotage DDAF-DDEA / DDSV mis en place doit permettre de définir les modalités de pilotage du dispositif de contrôle de l'identification et des primes animales et les modalités d'échanges de données nécessaires pour le respect des exigences réglementaires en matière de contrôle, notamment :

- le nombre de contrôles à réaliser (échanges très fréquent en début de campagne puis ajustement au cours de la campagne)
- les exploitations sélectionnées en vue d'un contrôle sur place et les informations relatives aux demandes de primes déposées par ces exploitations, notamment pour le déclenchement des contrôles en période de détention obligatoire au titre de la PMTVA.

Précisions sur les taux de contrôle

Au titre de la conditionnalité le taux de contrôle (5% des détenteurs) doit être atteint au cours de l'année civile.

Au titre de l'éligibilité (5% des demandeurs et 5% des animaux demandés à la PAB) le taux de contrôle doit être atteint au mois de juin N+1 (le taux de 5% des animaux demandés à la PMTVA doit être atteint à la fin de la période de détention obligatoire).

IV. ORDRE DE SELECTION DES ECHANTILLONS

Afin d'éviter tout contrôle répété en cas de sélection successive d'une même exploitation, la sélection par les DDSV des exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité doit être effectuée avant la sélection des exploitations à contrôler au titre de l'identification et de l'éligibilité aux primes animales.

En effet, une exploitation sélectionnée par la DDSV et demandant des primes animales sera automatiquement sélectionnée par la DDAF/DDEA pour un contrôle éligibilité et les différents contrôles devront avoir lieu le même jour.

La sélection de l'exploitation pour au moins une espèce présente entraîne la sélection de toutes les espèces dans le cadre de l'analyse de risque avec le même niveau de gravité.

Une fois la sélection effectuée par la DDSV, celle-ci devra donc être communiquée à la DDAF, autorité coordinatrice des contrôles, qui veillera à la bonne répartition des contrôles.

Il importe de réaliser la sélection dans un ordre bien précis, en commençant par le plus petit échantillon. La méthode en est définie dans l'annexe 1 de la présente note.

En effet, si la sélection était faite en sens inverse, à partir de l'échantillon « bovins » de 5%, cette méthode conduirait à contrôler en très grande majorité des exploitations multi-espèces, ce qui n'est pas le but recherché.

Les traces écrites de l'analyse de risques conduite par les services vétérinaires pour la sélection des exploitations à contrôler seront impérativement conservées pendant une durée de 4 ans minimum, année civile en cours comprise.

Les échantillons sont constitués de façon différente selon leur nature :

A. Contrôles « autres mesures santé »

Les exploitations doivent être sélectionnées sur la base **d'une analyse de risque**, les exploitations identifiées comme présentant un risque maximal devant être sélectionnées en premier.

Il est nécessaire de commencer par la sélection au titre des substances interdites.

Rappel : la sélection de l'échantillon « conditionnalité » est réalisée par la DDSV sur l'ensemble des détenteurs d'animaux, **demandeurs d'aides ou non**. Le nombre d'exploitations sélectionnées **non demandeuses d'aides ne devra cependant pas excéder 25%** du nombre total d'exploitations sélectionnées. La DDSV devra enregistrer le taux de contrôle réalisé dans des exploitations non demandeuses d'aides.

B. Contrôles Conditionnalité et identification des bovins et des ovins/caprins

Il est primordial de commencer par la sélection de l'échantillon petits ruminants. Pour chacun des contrôles bovins ou petits ruminants, la même méthode doit être utilisée, c'est à dire que les échantillons sont constitués à partir de deux lots différents

① Lot 1 : exploitations identifiées **selon une analyse de risque**, décrite en annexe 2

les exploitations présentant les risques les plus élevées sont sélectionnées en premier puis celles présentant des risques moindres : il est donc nécessaire de hiérarchiser les exploitations par ordre de risque décroissant.

② Lot 2 : exploitations issues d'un tirage au sort parmi toutes les exploitations du département

*ce lot ne peut pas dépasser **25 %** des exploitations contrôlées.*

C. Sélection des exploitations au titre de l'éligibilité

La sélection des exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité aux primes (cf annexe 3 et 4 pour plus de précision et articulation avec les sélections au titre de l'identification des animaux et de

la conditionnalité des aides) doit être effectuée dans les limites suivantes, conformément à la réglementation :

- entre 20 et 25 % des exploitations doivent être sélectionnées de manière aléatoire ;
- le reste des exploitations à contrôler doit être sélectionné par analyse de risque automatisée ou contrôle orienté.

PARTIE II : MODALITES DE SELECTION DES EXPLOITATIONS POUR LES CONTROLES REALISES AU TITRE DU DOMAINE « PROTECTION ANIMALE »

La DDSV est le seul corps de contrôle compétent pour ce domaine.

I L'ASSIETTE ET LE TAUX DE CONTROLE

L'assiette est le nombre d'exploitations à prendre en compte pour calculer le nombre de contrôles à réaliser.

Au titre de la conditionnalité, le nombre d'exploitations à contrôler est de 1% des demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité (aides directes, ICHN, MAE2, aide aux boisements) et détenteurs d'animaux.

L'assiette est évaluée en début de campagne sur la base de la situation de l'année précédente qui, le cas échéant, peut être réévaluée au fur et à mesure de l'avancement du dépôt des demandes d'aides pour la campagne 2008.

Hormis les contrôles « Protection animale » réalisés au titre de la conditionnalité, des inspections équivalentes sont réalisées par les DDSV dans le cadre des contrôles qui doivent classiquement être menés afin de s'assurer de l'application conforme d'une réglementation ; ce type de contrôle est habituellement dénommé "inspections classiques" par opposition au terme "contrôles conditionnalité". Les résultats de ces inspections doivent être remontés à la Commission européenne sous forme de bilans annuels.

Un exploitant peut donc être contrôlé, au titre de la protection animale, à double fin :

- o Conditionnalité des aides
- o Inspection classique de la mise en application conforme d'une réglementation

II LA SELECTION DE L'ECHANTILLON

La sélection conduit à identifier une liste nominative de détenteurs d'animaux à contrôler, en quantité fixée au point I précédent.

Cette sélection comprend en théorie 2 catégories de détenteurs :

- o Les détenteurs bénéficiant d'aides directes (1^{er} pilier)

- o Les détenteurs bénéficiant d'aides du 2eme pilier

Il est à noter que pour les éleveurs, les bénéficiaires d'aides du second pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier. Le contrôle des bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier doit donc aboutir automatiquement au contrôle d'un nombre significatif de détenteurs d'aides 2eme pilier.

Si le DDAF/DDEA confirme que telle est bien la situation dans son département, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler. Cette démarche évite ainsi un travail inutile de recoupement des listes.

Si le DDAF/DDEA considère qu'au sein du département, un nombre significatif de détenteurs d'animaux ne bénéficie que d'aides du second pilier, il sera alors nécessaire qu'un travail conjoint soit effectué avec la DDSV pour permettre une meilleure prise en compte de ce critère (liste nominative de ces exploitants à fournir) .

Cette sélection peut en pratique être étendue à des détenteurs d'animaux ne bénéficiant d'aucune aide.

Cette possibilité est offerte par l'article 45.3.a du règlement (CE) n°796/2004 et revient à contrôler des exploitations en se privant du pouvoir de sanction lié à la conditionnalité (pas d'aide = pas d'aides à prélever). Elle ne peut être appliquée que :

- o si elle peut être justifiée (notamment au regard de l'analyse de risque),
- o si elle **ne conduit pas à contrôler** au titre de la conditionnalité **plus de 25 % d'exploitations non demandeuses d'aide**,
- o si l'autorité compétente enregistrer ces motivations et peut prouver que ce taux n'a pas été dépassé.

Dans le domaine « Protection animale », une telle démarche peut être notamment justifiée par les raisons suivantes :

- optimiser les contrôles en cherchant à atteindre le plus possible lors d'une même campagne d'inspection les objectifs fixés au titre de la conditionnalité et ceux relatifs à la représentativité des différents systèmes d'élevage présents sur le territoire national, comme demandé par la Commission européenne pour les inspections "classiques".
- éviter ainsi une surcharge d'inspection des éleveurs

Des notes de service spécifiques à la DGAL, hors conditionnalité, apportent toutes les précisions nécessaires pour la programmation "inspections classiques" et la valorisation qui peut être faite des "contrôles conditionnalité" afin d'alléger la charge d'inspection.

Un exemple de sélection est déroulé en annexe 3 bis.

Enfin, il convient de rappeler qu'un éleveur ne doit pas être contrôlé 2 fois la même année au titre de la conditionnalité. Ainsi un exploitant ne peut normalement pas être contrôlé au titre du domaine « santé- productions animales » et du domaine « protection animale ». Pour permettre aux DDAF/DDEA qui sont chargées de la coordination des contrôles, d'identifier les éventuels doublons, les DDSV transmettront les listes d'exploitations sélectionnées au titre de ces deux

domaines. En cas de doublons identifiés, les DDAF/DDEA les signaleront aux organismes de contrôle concernés qui devront décider à quel titre l'exploitant en doublon va être inspecté.

Nous vous demandons de bien vouloir tout mettre en œuvre pour la réalisation des présentes instructions, en nous rendant compte des difficultés que vous pourriez rencontrer quant à leur application.

Le Directeur général
de l'Alimentation

Le Directeur Général
des Politiques Economique,
Européenne et Internationale

Jean-Marc BOURNIGAL

Jean-Marie AURAND

Le Directeur général
de l'Agence Unique de Paiement

Bruno HOT

ANNEXE 1. METHODE DE SELECTION PAR LES DDSV DES EXPLOITATIONS A CONTROLER AU TITRE DU SOUS DOMAINE « PRODUCTIONS ANIMALES »

Afin d'illustrer cette méthode, un département fictif est pris en exemple. Ses caractéristiques sont les suivantes, chaque paramètre étant codifié par une lettre :

A =	Exploitations agricoles qui détiennent des animaux (toutes espèces confondues) dont :	6000
	<i>a = exploitations bénéficiant d'aides directes⁷ (animales et/ou végétales),</i>	<i>5800</i>

B=	Exploitations n'ayant que des bovins dont	1000
	b = exploitations n'ayant que des bovins et bénéficiant d'aides directes (animales et/ou végétales).	<i>800</i>
	b1 = exploitations n'ayant que des bovins et bénéficiant d'aides animales bovines PMTVA + PAB,	<i>750</i>

C=	Exploitation ayant des bovins et d' autres animaux dont :	4100
	x = bovins et petits ruminants	<i>2600</i>
	y = bovins et porcins	<i>1300</i>
	z = bovins et petits ruminants et porcins	<i>200</i>
	c1 : nombre d'exploitations ayant des bovins et d'autres animaux et bénéficiant d'aides animales bovines PMTVA + PAB	<i>3000</i>
	c2 : nombre d'exploitations ayant des bovins et d'autres animaux et bénéficiant d'aides animales bovines et ovines PMTVA + PAB + PB	<i>1500</i>

D =	Exploitations n'ayant que d'« autres animaux » dont	900
	m = uniquement des petits ruminants dont	<i>500</i>
	m 1 = exploitations ne détenant que des ovins et bénéficiant d'aides animales ovines (PB)	<i>300</i>
	N = uniquement des porcs	<i>300</i>
	p = petits ruminants et des porcs	<i>100</i>
	p1 = exploitations détenant des ovins et des porcs et bénéficiant d'aides animales ovines (PB)	<i>60</i>

A = B+C+D
C = x + y + z
D = m + n + p

⁷ La prise en compte des seuls bénéficiaires d'aides directes dans l'exemple est fondée sur le fait que les bénéficiaires d'aides du second pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier. Sous réserve de confirmation du DDAF/DDEA, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler.

Compte-tenu des différents taux de contrôle applicables, la taille des échantillons est la suivante :

- Autres mesures santé = 58 exploitations on prend 1% des demandeurs d'aides, détenteurs d'animaux
- Identification bovine : $(1000 + 4100) * 5\% = 255$ exploitations
- Identification ovine-caprine : $(2600 + 200 + 500 + 100) * 3\% = 102$ exploitations
- Eligibilité primes bovines : $(750 + 3000) * 5\% = 188$ exploitations
- Eligibilité prime à la brebis : $(1500 + 300 + 60) * 10\% = 186$ exploitations

Il est nécessaire de commencer par l'échantillon le plus petit (substances interdites) puis de compléter avec l'échantillon suivant, en terminant par l'échantillon le plus important (identification bovine) :

A. Sélection des exploitations à contrôler au titre de l'utilisation de «SUBSTANCES INTERDITES»

Etape n°1 : Sélection des exploitations bovines

Pour les exploitations bovines à sélectionner : il s'agit des exploitations dans lesquelles au moins un prélèvement doit être réalisé pour la recherche des activateurs de croissance :

Après classement des exploitations bovines par ordre de risque décroissant pour les substances interdites, on sélectionne les X premières de la liste afin d'aboutir aux nombres de prélèvements et d'analyses nécessaires. Pour déterminer le nombre X d'élevages à prélever, il convient de se reporter à la note spécifique « animaux de boucherie ». DGAL/SDSPA/N2006-8282 du 05/12/2006

Le nombre X d'élevages de bovins à prélever est égal à la somme du nombre de bovins à prélever pour la recherche de stéroïdes dans l'urine et du nombre de bovins à prélever pour la recherche de stéroïdes dans l'urine et le poil.

En effet, dans un même élevage, on ne peut pas faire deux prélèvements sur deux animaux différents du même lot pour la recherche du même analyte. On ne peut faire deux prélèvements pour la recherche de la même substance que s'il s'agit d'animaux de deux lots différents.

Exemple : (extrait de la Note DGAL/SDSPA/N2006-8282 du 05/12/2006)

	espèce prélevée	ELEVAGE							
	lieu de prélèvement	activateurs de croissance							
	famille d'analytes	activateurs de croissance							
	analytes recherchés	activateurs de croissance							
	matrice prélevée	activateurs de croissance							
	quantité à prélever / échantillon	activateurs de croissance							
		ALMT	UR	ALMT ou EDE	UR et FOILS	UR	ALMT ou EDE	UR et FOILS	UR
		30-35g	20 ml	30g ou 20 ml	40 ml et 200 mg	40 ml	30 g ou 20ml	20 ml et 200 mg	20 ml
01	Ain	1	6	5	4	11	5	4	11
02	Aisne	1	7	6	4	12	6	4	12
03	Allier	3	17	14	12	32	14	12	32
05	Hautes-Alpes	0	1	1	1	2	1	1	2
07	Ardèche	0	2	2	1	3	2	1	3
08	Ardenne	2	9	8	6	17	8	6	17
09	Ariège	0	3	2	2	5	2	2	5
10	Aube	0	2	2	2	4	2	2	4
11	Aude	0	1	1	0	2	1	0	2
12	Aveyron	2	15	13	10	28	13	10	28
13	Bouches-du-Rhône	0	0	0	0	0	0	0	0

Soit 15 exploitations bovines à sélectionner

On commence donc par sélectionner les 15 détenteurs de bovins qui présentent le plus de risques (note de service DGAL/SDSPA/N2005-8165 du 29 juin 2005) au regard du contrôle des substances interdites.⁸

Etape n°2 : Sélection des exploitations porcines et volailles et obtention de la liste L1

On procède de manière strictement identique pour sélectionner les exploitations à contrôler au titre de l'utilisation de substances interdites pour les autres espèces (porcins et volailles). Pour mémoire, pour les petits ruminants, les textes réglementaires n'imposent pas de contrôles en exploitation.

On fait l'hypothèse, pour cet exemple, que le nombre d'exploitations supplémentaire à contrôler est « *in fine* » de trois.

*Les étapes 1 et 2 conduisent à une liste **L1** constituée des **18** exploitations (**15 «bovins» + 3 «autres»**) qui présentent les niveaux de risque les plus élevés au regard de l'utilisation de substances interdites.*

Toutes les exploitations de cette liste feront donc l'objet :

- ⇒ De prélèvements pour les substances interdites
- ⇒ De contrôles conditionnalité « paquet hygiène », quelle que soit l'espèce ou les espèces animale(s) présente(s)
- ⇒ De contrôle d'identification, pour les porcins, ovins, caprins, bovins présents
- ⇒ De contrôle d'éligibilité, pour les élevages détenant des bovins et/ou ovins demandeuses d'aides

⁸

Rappelons que les taux de contrôles minimums fixés par la Commission pour la recherche de substances interdites sont de : 0,25% du nombre de bovins abattus l'année précédente, avec la moitié des échantillons prélevés à l'exploitation sur des animaux vivants ; 0,02% du nombre de porcins abattus l'année précédente, avec le contrôle d'au minimum un élevage pour 100 000 animaux abattus; et, pour chaque catégorie de volaille (poulets de chair, poules de réforme et coqs, dindes, autres volailles) le taux de contrôle minimum doit être de 1 animal pour 400 tonnes abattues, un minimum de 20% devant être pris au niveau de la ferme.

B. Sélection des exploitations à contrôler au titre des « autres mesures santé » (hors substances interdites)

Etape n°3 : Détermination du nombre d'exploitations à contrôler en plus de celles sélectionnées au titre des substances interdites.

Rappel :

- Taux : 1% des demandeurs d'aide⁹s 1^{er} pilier (= aides directes) et du 2^{eme} pilier (= ICHN, MAE contractées depuis 2007, aide aux boisements).
- Méthode : analyse de risque
- Limite : maximum 25 % d'exploitations non demandeuses d'aides
-
- Assiette : détenteurs d'animaux,
- nombre d'exploitation contrôlées : 1% des demandeurs d'aide.
- Echantillon composé d'exploitants demandeurs d'aide ou non

Sachant qu'il est nécessaire, pour les services de contrôle de la DDSV, de vérifier le respect des textes réglementaires figurant dans le domaine « santé publique, santé des animaux et des végétaux » pour un échantillon composé d'au minimum 58 exploitations (**1% de « a »**), il est donc nécessaire d'adjoindre aux 18 éleveurs précédemment retenus (liste L1), 40 exploitations supplémentaires.

On dresse la liste de toutes les exploitations qui détiennent des bovins, qu'elles aient ou non, demandé à bénéficier d'aides, et qu'elles détiennent, ou non, d'autres animaux. On procède au tri de ces exploitations en fonction de leur niveau de risque au regard des critères de l'identification de l'enregistrement des animaux présents en annexe 2.

On procède de manière identique pour les détenteurs de porcins (il n'y a pas d'aide) d'une part et les éleveurs d'ovins et de caprins d'autre part.

Une fois ces trois listes disponibles, il convient de passer à l'étape suivante.

Etape n°4 : Dénombrement du nombre d'exploitations bovines / ovines-caprines / porcines à contrôler et sélection par analyse de risque

Il est nécessaire de respecter le « poids » que chaque type d'élevage (bovins / ovins-caprins / porcins) représente dans le département. Aussi il convient que la liste finalisée des exploitations sélectionnées soit le reflet de la structure agricole du département. Pour cela, on procède à la sélection des 40 exploitations complémentaires en fonction du nombre d'éleveurs figurant dans chacune des trois listes précédentes.

Sachant que, dans le cadre de cet exemple, on dénombre 5 100 détenteurs de bovins (**B + C**), 1 900 éleveurs de porcs (**y + z + n + p**), et 3 400 détenteurs d'ovins et de caprins (**x + z + m + p**) dans le département type, on procèdera donc au tirage de :

⁹ Selon la situation du département, la seule prise en compte du nombre de détenteurs d'aides 1^{er} pilier peut suffire, les bénéficiaires d'aides du second pilier étant dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier.

⇒ Nombre d'exploitations bovines / (nombre d'exploitations bovines + ovines caprines + porcines) = $5\,100 / (5\,100 + 1\,900 + 3\,400) = 5\,100 / 10\,400 = 49\%$ de l'échantillon complémentaire, soit **20 exploitations**, parmi la liste des détenteurs de bovins,

⇒ Nombre d'exploitations porcines / (nombre d'exploitations bovines + ovines caprines + porcines) = $1\,900 / 10\,400 = 18\%$ de l'échantillon complémentaire, soit **7 exploitations**, parmi la liste des détenteurs de porcins.

⇒ Nombre d'exploitations ovines et caprines / (nombre d'exploitations bovines + ovines caprines + porcines) = $3\,400 / 10\,400 = 33\%$ de l'échantillon complémentaire, soit **13 exploitations**, parmi la liste des détenteurs d'ovins et de caprins.

Cet exemple fait, au niveau des analyses de risque, abstraction des autres espèces et notamment des volailles.

Toutefois, pour les départements où les élevages de volailles sont particulièrement nombreux, il est possible (pour assurer une représentativité optimale des échantillons) de substituer ceux-ci aux élevages de petits ruminants, par exemple, ou de faire une analyse de risque supplémentaire en ajoutant les volailles aux trois catégories décrites dans cet exemple (bovins, porcins et ovins/caprins).

A l'inverse, dans les départements où les élevages de porcs et/ou de volailles sont peu nombreux, il est indispensable **qu'au moins un élevage** soit contrôlé pour chaque espèce animale dans le champ « santé-production animale » ou dans le domaine « protection animale ».

Etape n° 5 : vérification et obtention de la liste L2

On vérifie :

⇒ Qu'aucune de ces 40 exploitations n'est sur la liste L1. Si tel était le cas, on remplace cette exploitation sélectionnée en doublon par une autre issue de l'analyse de risque

⇒ Que cette sélection de 40 exploitations ne comporte pas plus de 25% d'exploitations ne bénéficiant d'aucune aide. Si tel est le cas, on remplace les exploitations « sans aides » excédentaires par des bénéficiaires d'aides choisis parmi ceux qui présentent les niveaux de risque les plus élevés selon la méthode décrite précédemment.

*A l'issue des étapes 3 à 5, on obtient une liste **L2** constituée des **40** exploitations qui présentent les niveaux de risque les plus élevés au regard du paquet hygiène, de l'identification porcine / bovines / ovine et caprine et du bien-être animal.*

Toutes les exploitations de cette liste feront donc l'objet :

- ⇒ De contrôles conditionnalité « paquet hygiène », quelle que soit l'espèce ou les espèces animale(s) présente(s)
- ⇒ De contrôle conditionnalité « bien-être animal », quelle que soit l'espèce ou les espèces animale(s) présente(s)
- ⇒ De contrôle d'identification, pour les porcins, ovins, caprins, bovins présents
- ⇒ De contrôle d'éligibilité, pour les élevages détenant des bovins et/ou ovins demandeurs d'aides

Dans la mesure où les analyses de risque « identification, enregistrement » sont basées, pour partie, sur des considérations de police sanitaire et de santé publique, ou sur les résultats des contrôles effectués antérieurement sur la bonne tenue du registre d'élevage, on peut légitimement considérer qu'elles sont également pertinentes pour la sélection des contrôles des exigences du « Paquet hygiène » en matière de production primaire animale, et pour les notifications des maladies. Ces considérations expliquent l'absence d'analyses de risque spécifiques pour le contrôle de ces textes.

C. Sélection des exploitations à contrôler au titre de l'identification ovine et caprine. Articulation avec l'éligibilité aux primes animales

Étape n°6 : détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification des ovins-caprins et au titre de l'éligibilité. Détermination du différentiel conditionnalité et éligibilité

- Taux : 3% des détenteurs d'ovins et caprins et 5% des animaux
- Méthode : analyse de risque et sélection aléatoire
- Limite : maximum 25 % d'exploitations issues de la sélection aléatoire

Attention : les taux de contrôle « identification/conditionnalité » et « éligibilité » n'étant pas identique pour les ovins, la sélection se fera dans un premier temps par la DDSV puis sera reprise par la DDAF.

- Taux de contrôle conditionnalité / IPG : 102 exploitations **[3%__de 3 400 (x + z + m + p)]**.détenteurs d'ovins et de caprins]. Par sécurité, on majore ce nombre de 10% : on sélectionne donc **112** exploitations.
- Dans cette étape, on considère que, pour l'exemple, 86 exploitations parmi ces 112 détiennent des ovins.
- Taux de contrôle éligibilité : 204 exploitations [11% de 1860 (c2+m1+p1)] détenteurs d'ovins bénéficiant d'aides animales soit **118** exploitations supplémentaires par rapport au taux IPG / Conditionnalité pour les exploitations ovines

Il est nécessaire de vérifier le respect des textes réglementaires « identification ovine et caprine » pour un échantillon composé d'au minimum 102 exploitations. En sus, la DDAF devra contrôler le respect des textes réglementaires « éligibilité aux primes animales » sur 118 exploitations ovines demandeuses de prime PB.

Étape n°7 : sélection DDSV : sélection des exploitations ovins-caprins conditionnalité /identification par analyse de risque

75 % de ces 112 exploitations doivent être sélectionnées sur la base d'une analyse de risque, (soit **84** exploitations) et constituent le lot 1 (cf point 4.2 de la présente note).

13 de ces exploitations ont déjà été sélectionnées à l'étape 4, par analyse de risque.

Cependant, certaines exploitations de la liste L2 peuvent être des exploitations **multi-espèces** : ainsi, on peut imaginer que **3** exploitations bovines sélectionnées à l'étape 4 détiennent aussi des ovins/caprins. Ces exploitations, sélectionnées par analyse de risque, vont donc faire l'objet d'un contrôle d'identification, voire d'un contrôle d'éligibilité.

*La sélection complémentaire par **analyse de risque** doit donc concerner :
(84 – 13 – 3) = **68** élevages de petits ruminants.*

Étape n°8 : sélection DDSV : sélection des exploitations ovins-caprins conditionnalité /identification par tirage aléatoire

25 % de ces 112 exploitations doivent être sélectionnées de façon aléatoire, (soit 28 exploitations) et constituent le lot 2 (cf point 4.2 de la présente note).

Le pas de tirage sera de 3400 (= nombre de détenteurs d'ovins caprins) / 28 soit 121. Après avoir tiré un premier producteur au hasard, vous sélectionnerez les 27 autres producteurs avec ce pas de tirage (si le premier producteur est le n°37, le second sera le n°158, le troisième sera le n°279 etc...).


Une fois la sélection par les DDSV terminée, il est indispensable de vérifier si le nombre d'animaux présents dans les exploitations sélectionnées est bien supérieur ou égal à 5% de l'effectif total des ovins-caprins du département.

Pour cela, il est possible de réaliser une requête BO exploitation par exploitation (entrer par le numéro de l'exploitation (n° EDE) puis cliquer sur l'onglet en bas à droite « recensement ov-cp ») ou d'utiliser l'extraction de la BDNI fourni par la DGAI (cf. paragraphe 7.4).

Ensuite, pour chaque exploitation, il est alors nécessaire d'additionner le nombre de reproducteurs présents au 1^{er} janvier de l'année (n+1) et le nombre d'agneaux nés au cours de l'année (n). En effet, ces chiffres seront considérés comme reflétant la moyenne d'activité de l'exploitation. Enfin, il convient d'additionner l'ensemble des recensements des exploitations sélectionnées.

Si le taux de 5% n'est pas atteint, il conviendra de substituer une exploitation à faible effectif avec une exploitation à effectif plus important située elle-aussi dans la liste des exploitations ov-cp sélectionnées.

Si la différence est réellement importante et que de fait la substitution n'est pas possible, il conviendra de rajouter des exploitations à contrôler.


 MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

RECENSEMENT(S) OVINS/CAPRINS

Exploitation: FR38359088

Recensement 2005							
Espèce	Catégorie	Effectif	Date de notification	Apporteur	Date de VSE	Statut des données	
O Ovin	EFOVAN						
VIAN	Nombre animaux ovins viande nés pendant année N	142	02/03/2006	038IPG	09/10/2006 13:41:37	A origine VSE	
O Ovin	REOVAN						
VIAN	Eff. repro ovin viande age>6mois au 01janv année N+1	124	02/03/2006	038IPG	09/10/2006 13:41:37	A origine VSE	

Exploitation

Boucles bov posées

Boucles bov reprises perdues cassées

Repères ov/cap

Recensements ov/cap

Les étapes 7 et 8 conduisent à établir la liste L3 qui sera transmise à la DDAF, afin qu'elle identifie dans cette liste les détenteurs d'ovins demandeurs de prime à la brebis.

Il est donc nécessaire, du fait du découplage de la prime à la chèvre, d'indiquer à la DDAF dans la liste des exploitations ovines-caprines les exploitations ne détenant QUE des caprins.

Si, dans cette liste figurent des élevages de bovins, il faut aussi les introduire dans l'échantillon « identification des bovins » (paragraphe 5.4 ci-après)

Enfin, si besoin est, la DDAF complètera cette sélection pour atteindre le taux de contrôle de 10% (11% taux conseillé) des élevages ovins demandeurs de la Prime à la Brebis (cf. annexe 4 paragraphe 8.1).

D. Sélection de l'échantillon « identification des bovins ». Articulation avec l'éligibilité aux primes animales

Étape n°9 : détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification bovine et au titre de l'éligibilité.

- Taux : 5% des détenteurs de bovins
- Méthode : analyse de risque et sélection aléatoire
- Limite : maximum 25 % d'exploitations issues de la sélection aléatoire

La sélection est réalisée conjointement par DDSV et DDAF.

- Taux de contrôle conditionnalité / IPG : **255** exploitations [**5% de 5100 (B + C)** détenteurs de bovins]. Par sécurité, on majore ce nombre de 10% : on sélectionne donc **280** exploitations.
- Taux de contrôle éligibilité : **263** exploitations [7% de 3750 (b1 + c1)] détenteurs de bovins bénéficiant d'aides animales. Par sécurité, on majore ce nombre de 10% : on sélectionne donc **290** exploitations.

•

Il est nécessaire de prendre le nombre le plus important, soit, ici, le nombre d'exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité (**290**).

Chacune de leur côté, la DDSV et la DDAF doivent sélectionner un échantillon égal à la moitié de l'échantillon total IPG/ Conditionnalité calculé avec une marge de sécurité de 10%, soit $(290/2) = \mathbf{145}$ **exploitations**. (cf. annexe 4 paragraphe 8.2)

Étape n°10 : Sélection DDSV : sélection des exploitations bovines contrôlées au titre de la conditionnalité /identification/éligibilité par analyse de risque

75 % de ces 145 exploitations doivent être sélectionnées sur la base d'une analyse de risque, (soit **109 99** exploitations) et constituent le lot 1 (cf point 4.2 de la présente note).

35 de ces exploitations ont déjà été sélectionnées (15 à l'étape 1 et 20 à l'étape 4) par analyse de risque.

Certaines exploitations de la liste L2 peuvent être des exploitations multi-espèces : ainsi, on peut imaginer que **2** exploitations porcines sélectionnées à l'étape 4 par analyse de risque détiennent aussi des bovins.

*La sélection complémentaire par **analyse de risque** doit donc concerner :
(109– 35 – 2) = **72** élevages bovins*

Étape n° 11 : Sélection DDSV : sélection des exploitations bovines contrôlées au titre de la conditionnalité /identification/éligibilité par tirage aléatoire

25 % de ces 145 exploitations doivent être sélectionnées de façon aléatoire, (soit **36** exploitations) et constituent le lot 2 (cf point 4.2 de la présente note).

Le pas de tirage sera de 5100 (= nombre de détenteurs de bovins) / 36 soit 142. Après avoir tiré un premier producteur au hasard, vous sélectionnerez les 34 autres producteurs avec ce pas de tirage (si le premier producteur est le n°5, le second sera le n°147, le troisième sera le n°289 etc...).

Les étapes 10 et 11 conduisent à l'élaboration de la liste L4, qui est transmise à la DDAF pour comparaison avec sa propre sélection dans les exploitations demandeuses d'aides :

⇒ Les doublons sont supprimés

⇒ Après suppression des doublons, si le nombre d'exploitations à contrôler est insuffisant, une sélection complémentaire doit être réalisée afin d'atteindre le taux de contrôle de 5%.

ANNEXE 2. RECAPITULATIF DES MODALITES DE SELECTION DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNALITE DES AIDES / DE L'IDENTIFICATION ET DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES ANIMALES

Sélection DDSV sélection de l'échantillon « Autres mesures santé » (paragraphe 5.2) sous-échantillon « substances interdites »

- 1) Sélection des exploitations bovines
- 2) Sélection des exploitations porcines et volailles : obtention de la liste L1



Sélection DDSV : sélection du sous-échantillon « autres mesures santé » (paragraphe 5.3) pour les sous domaines « Identification des porcins, bovins, ovins et caprins, Paquet hygiène, notification des maladies, EST,»

- 3) détermination du nombre d'exploitations à contrôler en plus de celles sélectionnées au titre des substances interdites + liste des exploitations détenant des bovins, ovins, caprins et porcins
- 4) dénombrement du nombre d'exploitations bovines / ovines-caprines / porcines à contrôler et sélection par analyse de risque
- 5) vérification si doublons (exploitations déjà sélectionnées au titre des substances interdites) ou nombre de non-demandeurs convenables (pas plus de 25%) = obtention de la liste L2



Sélection DDSV : Sélection des exploitations détenteurs d'ovins-caprins. contrôlées au titre de la conditionnalité / identification des ovins-caprins / éligibilité PB

- 6) détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification ov-cp et au titre de l'éligibilité. Détermination du différentiel conditionnalité et éligibilité.
- 7) sélection des exploitations ovines-caprines conditionnalité /identification par analyse de risque (lot 1)
- 8) sélection des exploitations ovines-caprines conditionnalité /identification par tirage aléatoire (lot 2)



Sélection DDAF : Sélection des exploitations détenteurs d'ovins contrôlées uniquement au titre de l'éligibilité PB

Si le taux de contrôle éligibilité n'est pas atteint, tirage complémentaire par la DDAF du différentiel d'exploitation dans la liste des exploitations demandeuses d'aides pour atteindre l'objectif de 10 % selon des critères propres (analyse de risques, contrôle orienté, tirage aléatoire)

Sélection des exploitations détenteurs de bovins. contrôlées au titre de la conditionnalité / identification bovine / éligibilité PMTVA et PAB

- 9) détermination du nombre d'exploitations à contrôler au titre de la conditionnalité / identification bovine et au titre de l'éligibilité. considération du nombre le plus important.
- 10) Sélection DDSV (lot 1) : sélection des exploitations bovines conditionnalité /identification/éligibilité par analyse de risque
- 11) Sélection DDSV (lot 2) : sélection des exploitations bovines conditionnalité /identification/éligibilité par tirage aléatoire



Sélection DDAF : sélection de la moitié des exploitations à contrôler, et déclenchement des contrôles avec PACAGE

La DDAF sélectionne à partir selon des critères propres (analyse de risques, contrôle orienté, tirage aléatoire)
Suppression des doublons / si le taux de contrôle éligibilité n'est pas atteint, tirage complémentaire par la DDAF du différentiel d'exploitation dans la liste des exploitations demandeuses d'aides pour atteindre l'objectif de 7 %

ANNEXE 3. FACTEURS DE RISQUE DEVANT ETRE UTILISES POUR L'ANALYSE DE RISQUE POUR LE CHAMP « SANTE PRODUCTION ANIMALE »

E. Facteurs de risque généraux

De manière générale pour toutes les analyses de risque, il conviendra de prendre en compte :

- le nombre d'animaux dans l'exploitation et, notamment, les informations relatives à l'ensemble des animaux présents et des animaux identifiés dans l'exploitation ;
- les considérations de police sanitaire et de santé publique, notamment, l'existence de foyers d'infection antérieurs liés à de mauvaises pratiques ;
-
- les changements de situation substantiels par rapport aux années précédentes ;
- les résultats des contrôles effectués antérieurement et, notamment, la bonne tenue du registre et le contrôle de l'identification des animaux présents dans l'exploitation ;

exemples :

▪ Degré de gravité élevé :

- Exploitation infectée suite à de mauvaises pratiques ;
- Exploitation refusant de procéder aux opérations de prophylaxie ;
- Exploitation dans laquelle ont été constatées des anomalies lors de contrôles à destination (échanges intra-communautaires d'animaux vivants) ;
- Exploitation ne respectant pas les exigences sanitaires en matière de contrôle d'introduction ;
- Exploitation ayant effectué des ventes d'animaux malgré son statut d'exploitation déqualifiée ;
- Exploitation ayant fait l'objet d'un procès verbal, que ce soit pour des raisons sanitaires, ou d'identification ;
- Exploitation dans laquelle ont été constatées des anomalies graves lors de contrôle à destination des animaux en provenance d'Etats membres ou de pays tiers (absence de certificats sanitaires, absence d'identification des animaux introduits ou importés) ;
- Exploitation dans laquelle a été constatée, lors de contrôles antérieurs, la présence d'un taux important d'animaux non identifiés conformément à la réglementation ;
- Toute pratique à risque portée à votre connaissance.

▪ Degré de gravité moindre :

- Exploitation ayant eu des anomalies d'identification (peu d'animaux non identifiés conformément à la réglementation) ;
- Exploitation n'ayant pas fait l'objet de procès-verbal, mais dans laquelle des actions correctives ont dû être menées dans le cadre de l'identification, de la santé ou
- Le non-respect d'autres réglementations (environnement notamment) peut être considéré comme un facteur aggravant.

F. Facteurs de risque spécifiques aux bovins

L'analyse de risques tiendra compte, notamment, des éléments définis au paragraphe 4 de l'article 2 du règlement (CE) n° 1082/2003 du 23 juin 2003, à savoir :

- les résultats des contrôles effectués antérieurement et, notamment, la bonne tenue du registre des bovins, des DAUB, DAB ou passeports des animaux présents dans l'exploitation ;
- la communication régulière des données à l'autorité compétente, c'est-à-dire le respect des délais de notifications à l'organisme en charge de l'identification ;

Pour vous permettre de prendre en compte ce dernier critère, une extraction des délais de mise à disposition des mouvements en BDNI pour chaque exploitation de votre département est mise à votre disposition par la DGAL, sous la forme d'un fichier excel (envoi réalisé par messagerie électronique par Pascal Deriu - MSI- cellule BDNI).

G. Facteurs de risque spécifiques aux ovins

L'analyse de risque peut tenir compte du nombre d'animaux présents sur l'exploitation (Article 3 (a) du règlement. 1505/2006 du 11 octobre 2006). Pour vous permettre de prendre en compte ce critère, une extraction des recensements pour chaque exploitation de votre département est mise à votre disposition par la DGAL, sous la forme d'un fichier excel (envoi réalisé par messagerie électronique par Pascal Deriu - MSI- cellule BDNI).

En 2008, il convient de tenir également compte, pour réaliser cette analyse de risque, du respect par les détenteurs de l'obligation de recensement annuel. La liste des exploitations n'ayant pas rempli cette obligation réglementaire vous est également fournie par la BDNI avant le début des contrôles. Ces exploitations doivent être inspectées en priorité.

•

V. ANNEXE 3 BIS. FACTEURS DE RISQUE DEVANT ETRE UTILISES POUR L'ANALYSE DE RISQUE POUR LE CHAMP « PROTECTION ANIMALE »

En reprenant l'exemple du département fictif cité en annexe 1 :

A =	Exploitations agricoles qui détiennent des animaux (toutes espèces confondues) dont :	6000
	<i>a = exploitations bénéficiant d'aides directes¹⁰ (animales et/ou végétales),</i>	<i>5800</i>

Le nombre d'exploitations à contrôler est de $5800 \times 1\% = 58$ exploitations.

La sélection peut toutefois conduire à inspecter 25 % de détenteurs d'animaux qui ne sont pas bénéficiaires d'aides directes, soit $0,25 \times 58 = 14,5$.

Ce chiffre est à arrondir à l'entier inférieur pour que le taux de 25 % ne soit pas dépassé.

58 exploitations sont à inspecter, dont :

- 44 exploitations qui doivent nécessairement bénéficier d'aides
- 14 exploitations qui peuvent éventuellement ne pas bénéficier d'aides

Il convient d'être particulièrement vigilant sur ce volant de 25 % qui **n'est qu'une possibilité** offerte par la Commission d'inspecter des exploitations non demandeuses d'aides lorsque des motifs précis permettent d'expliquer ce choix.

Il faudra donc systématiquement :

- conserver la trace des éléments de motivations (représentativité échantillon, effectif ne permettant pas de réaliser à la fois les objectifs d'inspection conditionnalité et hors conditionnalité,...)
- connaître le nombre d'éleveurs non demandeurs d'aide inspectés au titre de la conditionnalité

En ce qui concerne les éléments d'analyse de risque, ils relèvent de l'action spécifique de la DGAL et peuvent être consultés dans les notes de service relatives aux inspections réalisées au titre de la protection animale en élevage

¹⁰ La prise en compte des seuls bénéficiaires d'aides directes dans l'exemple est fondée sur le fait que les bénéficiaires d'aides du second pilier sont, dans la plupart des départements également bénéficiaires d'aides du premier pilier. Sous réserve de confirmation du DDAF/DDEA, la seule liste des détenteurs d'animaux bénéficiaires d'aides 1^{er} pilier pourra être utilisée comme base à la sélection de la liste nominative des exploitants à contrôler.

ANNEXE 4 : SELECTION DES EXPLOITATIONS PAR LA DDAF/DDEA AU TITRE DE L'ELIGIBILITE AUX PRIMES OVINES ET BOVINES

I- Sélection par la DDAF/DDEA des exploitations détenteurs d'ovins contrôlés uniquement au titre de l'éligibilité PB

Si la sélection de la DDSV n'a pas pu être effectuée à la fin du mois de janvier, la DDAF/DDEA peut sélectionner une partie des exploitants à mettre en contrôle (par exemple, en sélection aléatoire sur 30% des demandes, voir § suivant). La DDAF doit alors tenir la DDSV informée de ces sélections. En effet, il a été rappelé en 2006 par les auditeurs de la commission européenne qu'il est important que les contrôles soient étalés tout au long de la période de détention, ceci afin qu'aucun intervalle de temps n'apparaisse exempt de contrôles. Ceux ci doivent donc commencer dès le début de la période de détention.

Par ailleurs, la DDAF/DDEA doit de son côté saisir le plus tôt possible les demandes de prime à la brebis pour pouvoir compléter l'échantillon de la DDSV. Cependant, étant donné le nombre important de demandes PB déposées à la fin de la période de dépôt (fin janvier), il est possible que tous les dossiers ne soient pas saisis pour le début de la période de détention. Dans ce cas, il est recommandé d'effectuer une première sélection **aléatoire** des demandes à mettre en contrôle sur 30% des dossiers réceptionnés.

Enfin concernant les contrôles éligibilité, il est rappelé que le mode de sélection aléatoire doit concerner entre 20 et 25% des demandes sélectionnées pour un contrôle.

La DDAF/DDEA complètera la sélection des exploitations ovines transmise par la DDSV (cf point 5.3) afin d'atteindre, si besoin, le taux de 10% d'élevages ovins demandeurs d'aides soumis au contrôle d'éligibilité pour la prime à la brebis. Il est conseillé à la DDAF de se baser sur une sélection de 11% des demandeurs à mettre en contrôle afin de s'assurer une marge de manœuvre en cas d'ajustements nécessaires en cours de campagne.

Si lors de sa sélection, la DDAF/DDEA met en contrôle un exploitant déjà sélectionné par la DDSV, le premier motif de sélection est conservé.

La DDAF/DDEA complètera la sélection de la manière suivante :

■ Sélection aléatoire

La sélection aléatoire doit atteindre **au minimum 20% et au maximum 25%** des demandeurs de prime à la brebis. La méthode proposée est la suivante :

- Déterminer le nombre de dossier réceptionnés dans PACAGE (N) (utiliser l'édition 3.2 « Liste des demandes »).
- Déterminer le nombre de dossier à sélectionner aléatoirement par la DDAF ($0,25 \times 0,11 \times N$ – le nombre de dossier sélectionné aléatoirement par la DDSV)
- Déterminer le pas de tirage ($N /$ le nombre de dossier à sélectionner aléatoirement par la DDAF)
- Editer la liste des demandeurs de prime 2008 par la fonction PACAGE « outils PCO / Rechercher les dossiers » ou l'édition 3.2 « Liste des demandes »
- Tirer un premier producteur par hasard
- Sélectionner les dossiers à mettre en contrôle en appliquant le pas de tirage. Si vous tombez sur un exploitant déjà sélectionné par la DDSV, conservez le premier motif de sélection et déterminez au hasard un autre exploitant pour le remplacer.
- Exemple : la DDAF/DDEA a réceptionné 1156 demandes. Elle doit donc contrôler au moins 127 exploitants. La DDSV en a sélectionné 45 dont 11 en sélection aléatoire (pour 25% de sélection aléatoire). La DDAF/DDEA doit donc compléter la sélection en déterminant 83 exploitations à mettre en contrôle dont 20 aléatoirement.
- Elle aura donc a terme 127 exploitations sélectionnées ($82+45$) dont 31 ($11+20$) en sélection aléatoire.
- Le pas de tirage est de $1156 / 20 = 57$.
- Attention : si vous effectuez un premier tirage avant comme proposé au début de ce point 8 (sur au moins 30% des demandes), vous devrez impérativement effectuer un deuxième tirage pour faire porter la sélection aléatoire sur la totalité des demandes. Le calcul du pas de tirage devra être adapté en fonction du nombre de sélections complémentaires.

■ sélection « orientée » ou par analyse de risque automatisée

Il s'agit ensuite de sélectionner le nombre nécessaire d'exploitations par mode orienté ou analyse de risque pour atteindre les 10% de demandeurs d'aide.

- Pour cela, vous pouvez déterminer le nombre d'exploitants qu'il vous reste à sélectionner (11% des demandeurs – les sélections DDSV portant sur des demandeurs – votre sélection aléatoire complémentaire)

- Vous pouvez ensuite effectuer une sélection manuelle dans PACAGE en vue des contrôles orientés que vous souhaitez mener. Les motifs de ces mises en contrôle sont divers, par exemple :

- Absence de contrôle récent
 - Suspicion d'anomalie soulevée au contrôle administratif n'ayant pas été levée après justification de l'exploitant
 - Contrôle précédent non satisfaisant
 - Irrégularités commises intentionnellement en 2007 pour l'une des demandes d'aide.
- Ces demandes doivent obligatoirement être sélectionnées, de même que celles des exploitants ayant refusé l'accès à leur exploitation en 2007

L'analyse des résultats des contrôles orientés réalisés en 2007 permettra de déterminer la pertinence des motifs de sélection orientée.

Pour chaque demande mise en sélection orientée, vous explicitez dans le dossier papier et dans PACAGE le motif de la mise en contrôle. L'agent effectuant le contrôle sur place devra en avoir connaissance.

NB : ces contrôles sont appelés « orientés » car ils sortent du système d'analyse de risque de PACAGE. Néanmoins, selon les critères de la commission européenne, ils correspondent simplement à une autre méthode d'analyse de risque et ils sont donc comptabilisés comme tels.

Enfin, compléter la sélection des demandes à mettre en contrôle en utilisant l'outil d'analyse de risque proposé par PACAGE.

Cet outil est paramétrable. Si vous modifiez les paramètres, vous aurez soin de conserver les valeurs des paramètres utilisés ainsi que tout document vous ayant permis de déterminer ces valeurs pendant un minimum de 4 ans.

Attention : là aussi, si vous effectuez des mises en contrôle orientées ou par l'analyse de risque de PACAGE avant la saisie de la totalité de demandes dans PACAGE, vous devez penser à refaire un tirage lorsque tous les dossiers auront été saisis afin qu'aucun dossier ne puisse être exclu du tirage.

Enfin, vous devez garder une trace écrite de votre sélection, c'est à dire les listes nominatives des demandes sélectionnées pour les trois sous-ensemble de motifs. Les agents chargés des contrôles doivent connaître les motifs de mise en contrôle.

Si vous devez annuler une sélection, vous garderez trace de la justification de votre décision.

II - Sélection par la DDAF/DDEA de 50 % des exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité aux primes bovines/identification bovine

Par exception à l'ordre de sélection indiqué dans la présente note, pour ce qui concerne le contrôle des primes bovines, si la sélection par la DDSV ne pouvait pas intervenir dans des délais qui permettent de procéder aux contrôles des **primes bovines 2007** dans les délais requis, les DDAF/DDEA pourront mettre en contrôle orienté, en se basant sur les procédures parues en 2006, le nombre d'exploitations nécessaires pour satisfaire aux exigences des taux de contrôles à réaliser au titre de la campagne 2007, sans toutefois dépasser 1 % du total des exploitations à contrôler en 2008.

Il faut, en effet, poursuivre les contrôles portant sur l'éligibilité aux demandes de primes déposées au titre de la campagne 2007 et notamment concernant les animaux déclarés dans une demande de prime à l'abattage, si les différents taux réglementaires n'ont pas été atteints dans le département. Rappel : les contrôles réalisés jusqu'au mois de juin 2008 seront comptabilisés au titre du taux de contrôle des animaux déclarés dans une demande de PAB.

Ces contrôles seront également réalisés au titre de l'identification et de la conditionnalité. Ils seront pris en compte pour le nombre de contrôles à réaliser au titre de l'éligibilité pour la campagne 2007 et pour l'identification et la conditionnalité 2008 (et le cas échéant, au titre de l'éligibilité 2008).

Au titre de l'éligibilité doivent être contrôlés au titre de la **campagne 2008** : **5% des animaux demandés à la PAB, 5% des animaux demandés à la PMTVA en période de détention obligatoire, 5% des exploitations demandeuses d'aides bovines.**

Il est rappelé qu'il est nécessaire que les taux de contrôles soient atteints dans chacun des départements.

A compter de la campagne 2008, la méthode des animaux comptabilisés au titre de la déclaration de participation PAB est modifiée : tous les animaux intégrés dans une DP PAB sont comptabilisés lorsque la date d'intégration des animaux dans la demande est antérieure à la date du contrôle sur place. **Il ne sera par conséquent plus nécessaire d'attendre que la date des demandes de DP PAB (30 juin et 31 décembre) soit atteinte pour que les animaux présents dans les demandes de DP PAB soient comptabilisés dans les taux de contrôles des animaux demandés à la prime à l'abattage.**

Il est recommandé d'avoir comme objectif de pilotage le plus grand nombre entre 5% des détenteurs de bovins et 7% des exploitations demandeuses d'aides, ceci afin de pouvoir atteindre les différents taux de contrôle. Toutefois, si le taux de pilotage de début de campagne ne vous permet pas d'atteindre l'ensemble des taux réglementaires, notamment pour les contrôles pendant la période de détention obligatoire, il vous est demandé de poursuivre votre campagne de contrôle jusqu'à ce que vous ayez atteint l'ensemble de ces exigences réglementaires.

La DDAF/DDEA sélectionne à partir de critères propres (analyse de risque, contrôle orienté, tirage aléatoire) une liste d'exploitations à contrôler au titre de l'éligibilité aux primes bovines.

Cette liste, complétée par la sélection de la DDSV permettra de contrôler un nombre d'exploitations suffisant pour atteindre l'ensemble des objectifs réglementaires.

Sélection des exploitations

■ Sélection aléatoire

La méthode de sélection aléatoire de 20 à 25 % des exploitations devant être contrôlées doit être décrite dans le manuel de procédures départemental. La méthode proposée est la suivante : vous éditez en début d'année civile la liste des exploitations ayant déposé au moins une demande de prime bovine en 2007 (Requête BO « producteurs bovins pour 1 campagne » disponible dans le référentiel des requêtes BO). Vous sélectionnez, par tirage au sort, 50% des 20 à 25 % d'exploitations à sélectionner par tirage aléatoire parmi cette liste, l'autre moitié étant sélectionnée par la DDSV.

Remarque : avec la méthode choisie, les nouveaux demandeurs 2007 ne sont pas pris en compte dans ce tirage aléatoire à partir de la liste 2007. Ils le seront dans le tirage 2009.

Dans les cas présentés, la DDAF devra sélectionner au titre de l'identification/éligibilité 164 exploitations, donc 41 producteurs par contrôle aléatoire. Le pas de tirage sera de 4250/41 soit 104. Après avoir tiré un premier producteur au hasard, les 40 autres producteurs seront sélectionnés avec ce pas de tirage (si le premier producteur est le N° 37, le second sera le N°141, le troisième sera le N°245 , etc.). Si le producteur sélectionné a changé de forme juridique entre les deux campagnes, on le conservera dans la sélection. S'il s'avère qu'un des producteurs sélectionnés ne dépose pas de demandes de primes bovines en 2007, on ne le remplacera pas pour autant que le taux d'exploitations contrôlées suite à tirage aléatoire reste au total compris entre les 20 et 25 % des contrôles effectués, tel que prévu par la réglementation. Dans le cas contraire il pourra être effectué un tirage complémentaire en prenant l'exploitation qui suit celle qui a cessé ses activités agricoles et qui avait été tirée sur la liste.

■ Analyse de risques automatisée

- Paramétrage

Le logiciel PACAGE est mis en production avec un paramétrage par défaut des facteurs élémentaires de risque communs à tous les départements. Pour la campagne 2008 les facteurs de risque retenus sont les suivants :

Facteur de risque élémentaire	Coefficient de pondération 2008
Augmentation du nombre de vaches déclarées PMTVA	1
Ajustement vaches/génisses	3
Troupeau mixte PMTVA	2
Facteur de risque estimé PMTVA	4
Montant de l'aide PMTVA	1
Augmentation du nombre de bovins déclarés PAB	1
Alertes pour non respect des contraintes de détention PAB	3
Facteur de risque estimé PAB	4
Montant de l'aide PAB	1
Evolution de la forme juridique	1
Taux de pénalité sur les animaux déclarés de la campagne précédente	1

Rappel : le paramétrage programmé dans le logiciel PACAGE est modifiable. Pour cela, vous devez analyser les résultats des contrôles sur place de l'année précédente et tenir compte de cette analyse pour définir les critères et coefficients de pondération à retenir. Cependant, avant de modifier le paramétrage, vous informerez l'AUP des conclusions de votre étude et des nouveaux critères retenus. En effet, les résultats de l'analyse de risque seront interprétés au niveau national en fonction du paramétrage standard. Les départements utilisant un paramétrage spécifique devront donc faire l'objet d'une interprétation distincte.

Il convient également de conserver les traces et justificatifs de cette opération, pour pouvoir notamment les restituer à l'administration centrale ou aux instances de contrôle. A cette fin, le paramétrage de l'analyse de risques est automatiquement conservé en mémoire par PACAGE. Vous conserverez en outre sur une durée minimale de 4 ans tous les documents utilisés pour la définition des paramètres spécifiques à votre département, au premier rang desquels les conclusions de votre étude sur les résultats des contrôles des années antérieures.

- Tirage des exploitations à contrôler

Il est exigé qu'aucune demande de la campagne ne soit écartée de l'analyse de risques effectuée par le logiciel : c'est la raison pour laquelle vous veillerez à procéder régulièrement (tous les 15 jours à 3 semaines environ) à une sélection par ce moyen et ce jusqu'en fin de campagne, lorsque toutes les demandes de la campagne 2008 seront enregistrées dans PACAGE.

Toutes les demandes sélectionnées par l'analyse de risques PACAGE doivent normalement donner lieu à un contrôle sur place. Toutefois, si une demande est sélectionnée par analyse de risques alors que l'exploitation a déjà été contrôlée au cours des 12 derniers mois au titre de l'identification et des primes bovines, il est possible de désélectionner cette demande, à condition que le premier contrôle n'ait pas relevé de problèmes particuliers. Dans tous les cas, toute trace écrite de la justification de désélection doit être conservée. Le remplacement s'effectue par analyse orientée ou nouvelle analyse de risque.

■ sélection « orientée »

Il s'agit d'une sélection « manuelle » dont les raisons peuvent être diverses. La mise en contrôle orienté d'une demande peut être motivée par :

- Des alertes lors des rapprochements avec les fichiers IPG qui n'auraient pas été expliquées lors du contrôle administratif ;

- Une suspicion d'anomalie soulevée en contrôle administratif qui n'aurait pu être levée en interrogeant l'éleveur par écrit. C'est le cas par exemple pour les alertes positionnées par PACAGE dans le cadre du contrôle du caractère allaitant des troupeaux engagées en PMTVA ;

- L'existence de fausse(s) déclaration(s) pour n'importe lequel des régimes d'aides du SIGC au titre de la campagne antérieure. Ces éleveurs seront obligatoirement sélectionnés, de même que ceux ayant refusé l'accès à leur exploitation pour contrôle en 2007 ;

- Des infractions relatives à l'identification et à l'enregistrement des bovins relevées lors d'un précédent contrôle ayant eu lieu au cours des 24 derniers mois ; des doutes sur la qualité des notifications faites par l'éleveur ;

- La connaissance de toute pratique à risque ;

- L'absence d'un contrôle récent ;

Dans tous les cas, la trace du motif pour lequel l'exploitation a été mise en contrôle orienté doit être conservée dans PACAGE (choix d'un motif de sélection, zone de commentaires) ou dans le dossier du producteur.

■ Mise en contrôle d'exploitations à la demande de l'organisme payeur

Dans le cadre de la procédure à définir en comité de pilotage des contrôles et pour les exploitations dont la mise en contrôle est demandée par l'organisme payeur, une copie du compte-rendu de contrôle lui sera adressée dès sa réalisation.

La mise en contrôle de toutes les demandes déposées au cours des 12 mois précédant la date du contrôle sur place, quel que soit le régime (PMTVA et PAB), revêt un caractère obligatoire (règlement communautaire SIGC).

Enfin, vous devez garder une trace écrite de votre sélection, c'est à dire les listes nominatives des demandes sélectionnées pour les trois sous-ensemble de motifs. Les agents chargés des contrôles doivent connaître les motifs de mise en contrôle.

Si vous devez annuler une sélection, vous garderez trace de la justification de votre décision.